

Il est temps de réformer la zone franc en Afrique

Pour l'économiste Gilles Dufrénot, le franc CFA n'a d'avenir que si une monnaie unique est étendue à toute l'Afrique de l'Ouest et au Maroc. Sa valeur sera garantie par la montée en gamme de l'économie locale

Par GILLES DUFRÉNOT

A-t-on aujourd'hui encore besoin de la zone franc en Afrique? Ceux qui envisagent sa disparition mettent très souvent en avant deux arguments. Le premier est que la fixité du franc CFA par rapport à l'euro nuit à la compétitivité des économies (la valeur de la monnaie, trop forte, renchérit le prix des exportations des pays africains sur les marchés internationaux). Une seconde critique est que le Trésor français, à cause de son rôle de prêteur en dernier ressort, oblige les banques centrales africaines à mobiliser les devises qu'elles détiennent sur un compte spécial, alors que celles-ci pourraient être employées pour financer la croissance.

En réponse à ces critiques, les défenseurs de cette zone répondent par une série de propositions visant à une refonte du dispositif institutionnel actuel. Au lieu du seul euro, la valeur du

franc CFA pourrait évoluer en fonction d'un panier de devises, par exemple le dollar, l'euro, le yuan, la livre sterling. Par ailleurs, la monnaie changerait de nom, la France ne compterait plus de représentants au sein du comité de politique monétaire, et la règle de mobilisation des devises que les banques centrales africaines placent auprès du Trésor serait assouplie.

Le problème des propositions actuelles, que l'on soit pour ou contre, est qu'elles négligent un aspect important du débat. Le point sur lequel il y a urgence à agir est la hausse de la croissance potentielle des économies africaines. En effet, c'est elle qui permet d'augmenter, sur le moyen terme, le PIB par tête et donc le niveau de vie des populations. Or, développer la croissance de moyen terme n'est pas affaire de taux de change, mais de compétitivité hors coût : favoriser la montée en

gamme des structures productives, faciliter l'intégration des chaînes de valeur à l'échelle régionale, faire émerger des produits et des services de qualité « made in Africa ». D'où l'intérêt des demandes d'intégration du Ghana à la zone CFA et du Maroc à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

UNE MONNAIE RÉGIONALE FLEXIBLE

En effet, le périmètre d'action géographique pour gagner en compétitivité hors coût s'étend bien au-delà de l'actuelle zone franc : un espace plus naturel est la Cédéao étendue aux pays du Maghreb, en raison des possibilités d'intégration des chaînes de valeur et des transferts de savoir-faire, technologiques et organisationnels. C'est dans cette perspective que devrait s'inscrire le débat, légitime, sur une refonte éventuelle du régime monétaire de la zone franc. Il s'agit de savoir quelle politique monétaire serait la mieux adaptée aux ambitions d'une nouvelle politique industrielle régionale africaine permettant de sortir de la pauvreté des millions de personnes.

Pour y parvenir, on pourrait imaginer une monnaie régionale dont le taux de change serait flexible, fluctuant en fonction de l'offre et de la demande sur le marché des changes.

DÉVELOPPER LA CROISSANCE

**DE MOYEN TERME
N'EST PAS AFFAIRE
DE TAUX DE CHANGE,
MAIS DE COMPÉTITIVITÉ**

Deux scénarios sont alors possibles pour affronter ces aléas.

Premier scénario. La banque centrale régionale pourrait se fixer une cible d'in-

flation, ce qui lui permettrait de conserver son indépendance, de privilégier la transparence de la politique monétaire et d'éviter les épisodes d'inflation forte. Le Ghana et l'Afrique du Sud, deux pays d'Afrique qui ont adopté cette politique, ont eu de bonnes performances de croissance sans pour autant connaître des épisodes d'inflation élevée.

Deuxième scénario. Le risque majeur, lorsque la croissance de moyen terme décolle, est que la valeur de la monnaie augmente fortement en raison de l'afflux massif d'investissements étrangers. Un tel scénario est probable pour une zone franc étendue à la Cédéao et aux pays du Maghreb (au moins le Maroc, dans un premier temps), car ces pays sont riches en ressources naturelles. Rien n'empêcherait alors la banque centrale d'intervenir sur les marchés des changes pour défendre la valeur de la monnaie.

Dans ces deux cas de figure, Bercy n'aurait plus besoin de venir au secours des banques centrales africaines en cas de crises graves de leur balance de paiement, qui amèneraient ces pays à être à court de devises internationales. Comme c'est le cas pour un grand nombre de banques centrales dans le monde, la garantie de disposer constamment de devises serait assurée par des accords avec d'autres banques centrales : la Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européenne, la Banque d'Angleterre, et les banques centrales des grands pays émergents (Afrique du Sud, Brésil, Inde, Chine), dont le commerce avec l'Afrique de l'Ouest a singulièrement augmenté au cours des deux dernières décennies. ■



Gilles Dufrénot est professeur à l'École d'économie d'Aix-Marseille, chercheur associé au CEPII et auteur de « Les pauvres vont-ils révolutionner le XXI^e siècle ? Transcender le capitalisme » (Atlande, 350 p., 15 €)